

L'explication la plus simple de la cause première de l'inflation, c'est l'augmentation de la masse monétaire, dont le gouvernement est le seul à décider, surtout si elle est supérieure à la croissance économique réelle. Voilà en termes simples la cause de l'inflation.

Si le produit national brut accusait une augmentation réelle de 5 p. 100 et si le gouvernement augmentait la masse monétaire de 5 p. 100, il dirigerait l'économie du pays comme il se doit. Toute augmentation supérieure à l'accroissement du PNB contribue à l'inflation, car elle ne s'appuie sur rien. Mes collègues savent tous que le taux moyen d'augmentation de la masse monétaire depuis cinq ou six ans se situe entre 15 et 17 p. 100.

Depuis que le programme de lutte contre l'inflation est entré en vigueur les dépenses du gouvernement ont augmenté à un rythme exactement deux fois plus rapide que l'inflation. C'est un signe manifeste que le gouvernement tient pour une raison ou pour une autre à gonfler intentionnellement notre économie. Il a augmenté la masse monétaire à tel point qu'il n'arrive plus à contrôler l'économie avec les outils et les méthodes traditionnelles.

Pourquoi un gouvernement agirait-il ainsi de propos délibéré? Pour plusieurs raisons fondamentales. Dans notre situation, nous éprouvons de sérieuses difficultés à remplir nos engagements sociaux. Le gouvernement s'est déjà trop engagé qu'il s'agisse des transferts de paiements destinés aux provinces, de pensions versées aux fonctionnaires ou des prestations d'assurance-chômage. Il éprouve de la difficulté à tenir ses engagements sociaux. La seule façon qu'il connaisse de se tirer de ce mauvais pas consiste à grossir la masse monétaire et à verser aux titulaires de ces programmes sociaux de l'argent dévalué.

Il ne s'agit pas là que d'une activité intérieure, ou d'une escroquerie strictement canadienne. Le commerce des denrées à l'échelle du globe a porté certains pays à dévaluer leur monnaie dans l'espoir que les fournisseurs de denrées essentielles ne découvriraient ce fait qu'après avoir conclu le marché. C'est ce qui a entraîné la crise de l'énergie.

L'inflation s'explique lorsqu'on admet que les pays occidentaux fortement industrialisés exploitaient les pays arabes. Les Arabes ont en effet découvert qu'alors qu'il leur fallait d'habitude exporter 2,000 barils de pétrole pour pouvoir acheter un tracteur à chenilles ou quelque autre bien d'équipement, il leur fallait maintenant en exporter dix fois plus pour faire le même achat. Ils se réunirent donc pour examiner la situation et mirent au point des moyens de se sortir de cette situation, et ils y sont arrivés. Ils ont en effet augmenté les prix du pétrole, grâce à un cartel, pour les aligner sur ceux des produits industriels écoulés sur les marchés mondiaux.

La crise du pétrole n'a pas touché l'économie canadienne au même degré qu'elle a touché nos partenaires commerciaux, avec qui le gouvernement cherche toujours à nous comparer. Nous n'avons pas été aussi touchés que le Japon, l'Allemagne de l'Ouest, les États-Unis et que d'autres grandes puissances industrielles mondiales.

J'irais même jusqu'à dire que la crise mondiale du pétrole n'a pas eu d'effet sur notre économie. Car, en 1974 et durant

Loi anti-inflation

les années où la crise faisait rage dans le monde, nous exportions davantage de pétrole que nous n'en importions. Cela signifie que nous n'avons pas souffert des contrecoups de la crise et qu'au contraire, durant ce temps-là nous accumulions des capitaux.

Ce stupide petit jeu entre les nations se poursuit. Certains pays continuent à dévaluer leur monnaie dans l'espoir d'améliorer leur position sur le marché international. Le résultat est que les gens se font rouler parce que le gouvernement n'est pas capable de remplir les engagements qu'il a pris.

La raison pour laquelle les contrôles ne fonctionnent pas est parfaitement illustrée par les comparaisons que nous avons faites avec l'année 1972, année où un gouvernement socialiste a été porté au pouvoir en Colombie-Britannique. La première chose qu'il a faite a été de s'attaquer à libre entreprise. Il y avait une telle pénurie de logements dans la ville de Vancouver que le gouvernement a décrété en 1973 que les hausses de loyers seraient désormais limitées à 6 p. 100. Les statistiques indiquaient que Toronto avait exactement le même problème, soit un taux d'occupation d'environ 98.8 p. 100 et des loyers élevés.

Après avoir été réglementés pendant un an dans la province de Colombie-Britannique, les loyers avaient augmenté de 3 p. 100 de plus qu'à Toronto. Les gens ont commencé à se poser des questions, à se demander ce qui n'allait pas. Le problème était que tous ceux qui avaient un local quelconque à louer augmentaient le loyer de 6 p. 100, que cette augmentation soit justifiée ou non. Ils savaient que s'ils ne le faisaient pas une année, ils ne pourraient pas le faire l'année suivante. Le plafond est automatiquement devenu le plancher. On fit quelques exceptions. Dans certains cas, le problème était si grave que l'on dut construire en vitesse des unités d'autres logements et l'on accorda des conditions spéciales aux entrepreneurs.

C'est la même chose dans le cas de la Commission de lutte contre l'inflation. Le plafond de 8 p. 100 est automatiquement devenu le plancher, celui de 12 p. 100 également. C'était chacun pour soi, tout le monde tentait d'échapper aux contrôles par tous les moyens, on s'efforçait de découvrir un lien historique ou n'importe quoi dont on pouvait tirer un argument logique pour tenter de convaincre la Commission. Voilà pourquoi la Commission de lutte contre l'inflation a échoué.

● (1542)

La seule façon pour le gouvernement de se sortir de ce dilemme c'est de donner l'exemple. S'il désire continuer à inspirer confiance, il devra prendre des mesures énergiques pour non seulement freiner l'augmentation de ses dépenses, mais même les réduire. Nous, du parti conservateur, croyons qu'il y a en effet des façons de diminuer les dépenses gouvernementales, et nous sommes en mesure de proposer des programmes qui réduiraient le budget de plusieurs milliards de dollars. L'État ne devrait pas se contenter de modérer sa croissance. La taille de l'appareil gouvernemental doit être réduite. Le gouvernement devra re-examiner certains programmes en place. Il devra cesser d'engager des experts-conseils à coups de milliards de dollars annuellement pour tenter de se sortir de la jangle qu'il a lui-même créée.